



Ambassade de France en Arabie saoudite
Service économique de Riyad

Riyad, le 14 avril 2020
Affaire suivie par : Laurent Estrade

L'accord OPEP+ du 12 avril vu de Riyad

Résumé : L'accord historique de réduction de la production de pétrole de 9,7 millions de barils par jour (Mb/j) à compter du 1^{er} mai, pour une période de deux mois, conclu par l'OPEP+ le 12 avril, est présenté à Riyad comme un succès de l'action du Prince Abdulaziz bin Salman, ministre de l'Énergie. Inédit dans l'histoire par l'ampleur de la réduction décidée, cet accord s'inscrit sur une durée longue de 24 mois avec des périodes de niveaux de réduction différenciés. Il scelle la reconstitution de l'alliance OPEP+ dont les deux principaux protagonistes, l'Arabie saoudite et la Russie, s'étaient engagés dans une guerre des prix et d'augmentation de production visant à la conquête de parts de marché, suite à l'échec de la réunion OPEP+ du 6 mars dernier. L'Arabie saoudite et la Russie se partageront, à part égale, la moitié des baisses de production décidées le 12 avril. A court terme, la réduction de l'offre de pétrole reste, toutefois, très inférieure à l'ampleur de la chute de la demande mondiale, estimée à plus de 20 Mb/j, et les cours du brut sont, de fait, repartis à la baisse dès le 13 avril. La réunion extraordinaire des ministres de l'Énergie du G20, tenue le 10 avril à l'invitation de la présidence saoudienne, a acté la constitution d'un groupe de suivi de la stabilité des marchés de l'énergie.

1. L'accord OPEP+ du 12 avril met fin à un mois d'extrême instabilité des marchés pétroliers

La situation du marché pétrolier un mois après l'échec de la réunion du 6 mars 2019 entre les pays membres de l'OPEP et leurs partenaires (OPEP+) **imposait des décisions d'ampleur de la part des principaux pays producteurs. La stratégie agressive de** conquête de parts de marchés menée par **l'Arabie saoudite**, dans un contexte de chute de la demande, **avait**, en effet, **accélééré l'effondrement des prix** : à fin mars, le baril de Brent clôturait à son niveau le plus bas depuis 2003, en baisse -56% par rapport à son cours de début de mois. Pour clôturer une série d'annonces d'augmentations de sa production et de ses exportations, l'Arabie saoudite indiquait, le 1^{er} avril, avoir produit 12 Mb/j pour la première fois de son histoire, soit près de 25% de plus qu'au début du mois de mars.

L'excédent d'offre, estimé à 30 millions de barils par jour, se traduisait par ailleurs par une forte augmentation des stocks, avec un **risque de saturation des capacités de stockage** mondiales à horizon mai ou juin.

Dans ce contexte, dont **les répercussions sur l'industrie pétrolière non conventionnelle américaine étaient préoccupantes**, l'Arabie saoudite et la Russie ont proposé la tenue d'une nouvelle réunion OPEP+, les Etats-Unis s'impliquant dans un rôle de facilitateur.

2. L'Arabie saoudite supporte le quart des réductions de production de pétrole décidées pour une période de 24 mois

Les pays de l'alliance OPEP+ se sont entendus le 12 avril, à l'issue de trois journées de négociations par visioconférence menées par le ministre de l'Énergie saoudien, le Prince Abdulaziz bin Salman, et son homologue russe, sur une **baisse de production de pétrole de 9,7 Mb/j, pour une période de deux mois, à compter du 1^{er} mai**. Des réductions successives de moindre ampleur, -7,7 Mb/j au second semestre 2020 et -5,8 Mb/j du 1^{er} janvier 2021 au 30 avril 2022, ont été décidées dans une perspective de reprise progressive de l'économie mondiale.

La baisse de production de 9,7 Mb/j correspond à une réduction sans précédent de près de 10% de l'offre mondiale. Elle représente une **réduction de 23% de la production des pays membres de l'OPEP+** en prenant comme référence les allocations de production d'octobre 2018.

Pour **l'Arabie saoudite et la Russie**, qui **se partagent la moitié de la réduction globale**, la réduction est calculée par rapport à un niveau de production de 11 Mb/j. Conformément aux termes de l'accord, la production de l'Arabie sera ainsi de 8,56 Mb/j en mai et juin 2020, augmentera à 9,07 Mb/j au second semestre, et se stabilisera à 9,54 Mb/j sur la période de de janvier 2021 à avril 2022.

Le **niveau de production de l'Arabie**, tel que fixé lors de l'accord de l'OPEP+ de décembre 2019, était de **9,74 Mb/j au premier trimestre 2020**. La **baisse de production réelle de l'Arabie par rapport à cette référence** n'est donc que de **12%**.

La prochaine réunion de l'OPEP+ fixée au 10 juin révisera, si nécessaire, les réductions de production décidées pour les périodes à suivre en fonction des conditions du marché.

3. L'ampleur des réductions de production est insuffisante pour compenser la chute de la demande mondiale de pétrole à court terme

La baisse de production annoncée par l'OPEP+, calculée sur une base de référence de production (octobre 2018) supérieure à la production réelle du 1^{er} trimestre 2020, surestime la réduction effective de l'offre de pétrole. Les analystes estiment, à cet égard, que la **baisse du volume de pétrole mise sur le marché serait de l'ordre de 5 Mb/j par rapport au 1^{er} trimestre**.

Cette réduction de l'offre, très inférieure à l'effondrement de la demande, conséquence de la pandémie du Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur l'évolution des cours, qui sont repartis à la baisse dès le 13 avril. Ainsi, le cours du baril de Brent, qui était 31,48 dollars le 9 avril, cotait 29,60 dollars le 14 avril.

Dans son rapport publié le 7 avril, l'agence gouvernementale américaine *US Energy Information Administration*, prévoyait un **prix moyen du baril de Brent de 33 dollars pour 2020**, soit 10 dollars de moins que dans son rapport du 10 mars et en baisse de moitié par rapport au cours moyen de 64 dollars en 2019. *HSBC Global Research* retient une estimation de 37 dollars le baril en moyenne pour 2020 dans son analyse actualisée au 13 avril, soit après la décision de l'OPEP+.

HSBC Global Research estime que **la demande mondiale de brut devrait être inférieure de 20 Mb/j au 2^{ème} trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019**, soit son plus bas niveau depuis 2003. La reprise de l'économie au second semestre devrait se traduire par une diminution progressive des stocks accumulés au 2^{ème} trimestre et aboutir à un équilibre en l'offre et la demande d'ici la fin de l'année et à une remontée du cours du baril prévue à 40 dollars au dernier trimestre 2020.

Le soutien affiché aux décisions du 12 avril pourrait se traduire par des réductions additionnelles de production, volontaires ou dictées par les équilibres d'offre et de demande, de la part de pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP+, Etats-Unis en tête.

Pour s'assurer d'un tel soutien, en particulier de la part des pays consommateurs, l'Arabie saoudite, en tant que présidence du G20, avait convoqué une **réunion extraordinaire** par visioconférence **des Ministres de l'Energie du G20 le 10 avril**. Sans évoquer directement les discussions de l'OPEP+, le communiqué publié à l'issue de la réunion (en pièce jointe) prenait acte de l'engagement de certains producteurs de pétrole et de gaz à stabiliser les marchés de l'énergie. La constitution d'un groupe ad hoc (*Focus Group*), sur une base de volontariat, décidée lors de ce G20 Energie, permettra aux pays-membres de faire des propositions à la présidence saoudienne en matière de stabilisation des marchés de l'énergie.

Commentaires :

La guerre des prix conjuguée à la course à la hausse de la production de pétrole lancée par Riyad au lendemain de l'échec de la réunion OPEP+ du 6 mars, paraît avoir atteint l'objectif stratégique recherché : faire apparaître l'Arabie saoudite comme un acteur déterminant et incontournable de la stabilité des marchés de l'Energie, tout particulièrement dans cette période de crise économique la plus profonde de l'histoire récente.

Cette stratégie, en accélérant, en l'espace d'un mois, la chute des prix du pétrole à leur niveau le plus bas depuis 2003, aura provoqué, sous la pression déterminante des Etats-Unis, le retour à la table des négociations des principaux acteurs de l'OPEP+.

Le ministre saoudien de l'Energie apparaît, dans ce contexte, comme le principal artisan du succès de la négociation. Riyad retrouve sa position d'acteur majeur du marché pétrolier prônant une discipline de contrôle de l'offre de brut pour favoriser une reprise l'économie mondiale post Covid-19.

La réunion d'un G20 extraordinaire des ministres de l'Energie, au lendemain de celle de l'OPEP+, aura constitué une belle opportunité pour l'Arabie de faire cautionner la politique de stabilisation des marchés dont elle était l'initiative.

Ce G20 Energie aura également permis aux pays européens de rappeler à la présidence saoudienne que l'agenda Energie du G20 doit également porter sur le sujet de la transition vers des systèmes d'énergie plus propres et durables.